



# UNIVERSITÀ DI PARMA

## ARCHIVIO DELLA RICERCA

University of Parma Research Repository

Penser l'identité italienne. Ernesto Galli della Loggia et la révision de l'histoire

This is the peer reviewed version of the following article:

*Original*

Penser l'identité italienne. Ernesto Galli della Loggia et la révision de l'histoire / Tesini, Mario. - In: THE TOCQUEVILLE REVIEW. - ISSN 0730-479X. - 42:1(2021), pp. 133-161. [10.3138/ttr.42.1.133]

*Availability:*

This version is available at: 11381/2913752 since: 2025-01-14T14:22:56Z

*Publisher:*

*Published*

DOI:10.3138/ttr.42.1.133

*Terms of use:*

Anyone can freely access the full text of works made available as "Open Access". Works made available

*Publisher copyright*

note finali coverpage

(Article begins on next page)

13 March 2025

## Penser l'identité italienne. Ernesto Galli della Loggia et la révision de l'histoire

Pour penser l'histoire nationale de l'Italie de l'achèvement de son unité nationale (1861) jusqu'à nos jours - on peut prendre comme point de repère une œuvre qui, dans un esprit de compréhension synthétique, **en évoque plusieurs des thèmes majeurs. [de cette histoire].**

L'apport d'Ernesto Galli della Loggia est, dans cette perspective, indéniable. Historien académique, éditorialiste du *Corriere della Sera*, il est depuis plusieurs décennies dans le vif du débat public en Italie, et est l'auteur d'une œuvre qui essaie d'offrir une lecture cohérente du passé italien et de son incidence sur la réalité politique contemporaine. Il porte une attention particulière, et critique, à ceux qui constituent quasiment le protagoniste collectif de cette histoire : les intellectuels, qui sous diverses dénominations, jouent un rôle dans les États pré-unitaires depuis la Renaissance, mais auxquels la création de l'Etat italien a conféré une fonction de médiateurs inédite. On sait que pour pallier la longue absence d'Etat national dans la péninsule italienne - dont Metternich disait qu'elle n'était qu'une expression géographique - les artisans de l'unification nationale avaient largement recouru à la tradition littéraire. Ce n'est pas un hasard - Galli della Loggia le souligne à plusieurs reprises - si une des grandes œuvres à portée politique dans les premières années de l'Etat italien, a été la *Storia della letteratura italiana* de Francesco de Sanctis<sup>1</sup>. L'interprétation du passé est restée depuis lors un enjeu majeur du conflit politique. Galli della Loggia

---

<sup>1</sup> Impliqué dans l'insurrection libérale-constitutionnelle à Naples de 1848, emprisonné et expulsé par les Bourbons, réfugié à Turin, ministre de l'instruction sous Cavour au lendemain de l'unité, Francesco De Sanctis publiera son grand ouvrage (où retrouvons l'écho de son enseignement à l'université de Naples) entre 1870 et 1872. La *Storia della letteratura italiana* peut être considérée comme « le manifeste [d'une] fonction civile proclamée des intellectuels-hommes de lettres » (E. Galli della Loggia, *L'identità italiana*, Bologna, Il Mulino, 1998 [2ème éd. : 2010], p.134.

réaffirme de façon répétée que la connexion entre historiographie et politique, (qui certes n'est pas une singularité italienne ! ) prend en Italie la forme d'une subordination de l'interprétation de l'histoire à la politique plus que dans tout autre contexte, notamment européen.

## **Gobetti et sa postérité**

Galli della Loggia lui même pratique une historiographie polémique. Chez lui l'universitaire dont les propos sont toujours liés aux acquis de la recherche, dans le respect de toutes les règles de la profession, coexiste constamment avec l'intellectuel public qui cherche son audience - et bien sûr ses contradicteurs - au delà des salles des cours et des revues spécialisées. Et si dans ses nombreuses prises de position sur l'actualité on perçoit toujours l'écho de l'historien de métier (et selon ses moins bienveillants critiques, le ton quelque peu sentencieux du professeur) dans tous ses écrits il est tributaire aussi d'une tradition souvent extra-académique, dont Piero Gobetti représente, en Italie, un exemple qui a presque valeur de paradigme<sup>2</sup>.

Le modèle de travail intellectuel de Galli della Loggia, n'est donc pas étranger à cette tradition italienne qui remonte aux premières décennies du vingtième siècle, et se construit entre deux crises, l'entrée des Italiens en 1915 dans le premier conflit mondial et, quelques années après, l'avènement du fascisme au pouvoir. Si l'on devait citer un nom représentatif de cette tradition, c'est justement celui mentionné ci-dessus de Piero Gobetti, auteur anti-académique par excellence, qui a été, pour plusieurs raisons liées aux circonstances de

---

<sup>2</sup> Au cours de sa « prodigieuse jeunesse » selon une bien connue expression de Norberto Bobbio (*Italia fedele. Il mondo di Gobetti*, Firenze, Passigli, 1986, p. 9) Piero Gobetti (Turin 1901 - Paris 1926) jouera un rôle d'exceptionnel organisateur de culture, comme éditeur et fondateur de plusieurs revues, parmi lesquelles l'hebdomadaire « La Rivoluzione liberale ». Antifasciste intransigeant, à la suite d'avaries réitérées et d'une violente agression physique (peut-être à l'origine de sa mort précoce) il choisira de s'exiler et mourra peu après son arrivée en France.

sa vie et de sa mort non moins qu'aux brillantes qualités de son écriture, parmi les maîtres d'une entière génération entière : celle de Galli della Loggia (né en 1942) justement.

Mettre en exergue cette ascendance intellectuelle de Galli della Loggia peut paraître paradoxal, tant ce jeune lecteur de Gobetti, qui commence à réfléchir dans le contexte d'une République née de l'écroulement du fascisme, aboutit à des résultats très différents. Et même opposés. En cherchant à comprendre, avec pour guide les classiques de l'antifascisme intellectuel, comment la crise de l'Etat libéral et constitutionnel a pu conduire à l'avènement d'un régime autoritaire à vocation totalitaire, Galli della Loggia prend pour cible une des **plus** formules gobettiennes les plus connues: l'idée que dans le fascisme se sont révélées les tares ancestrales de la nation italienne : anthropologiques en même temps que politiques. En un mot, et selon l'expression destinée à jouer dans l'histoire de l'Italie républicaine une très grande influence, l'idée que le fascisme est l' *autobiographie de la nation*. Idée qui sera reprise dans l'après-guerre en opposition à la thèse de Benedetto Croce du fascisme comme 'parenthèse', comparable - dans une image célèbre - à l'invasion des Hyksos dans l'Egypte ancien ; certes dévastatrice mais épisodique. Cette "parenthèse" néfaste qui interrompt selon Croce le cours évolutif de l'Etat libéral depuis le Risorgimento aurait enfin connu son terme, en conséquence de la tragédie d'une guerre impopulaire et perdue, de l'occupation étrangère et d'une profonde et violente déchirure à l'intérieur du pays. Pour l'Italie devenue entretemps République il fallait, dans la perspective de Croce, reprendre le droit chemin tracé par Cavour et, au début du siècle, par Giolitti.

La question cruciale de l'interprétation du fascisme allait donc s'imposer comme intrinsèque aux caractères constitutifs de l'histoire nationale. Elle renvoyait en un sens à *la vérité* de l'Italie.

Cette question de la vérité de l'Italie, Galli della Loggia l'a abordée en 2016 d'une façon originale dans un ouvrage moitié essai, moitié autobiographie: *Crede, tradire, vivere. Un viaggio negli anni della Repubblica*<sup>3</sup>.

Entre 'croire' (les convictions instinctives) et 'vivre' (les choix existentiels et politiques) le mot-clef, c'est *trahir*. Une double 'trahison' constitue en effet le fil conducteur du livre : celle, générale des clercs (les intellectuels dans leur rôle d'influence sur la politique) et celle personnelle de l'auteur, par rapport aux idées et aux impulsions militantes de sa formation et de sa jeunesse. L'auteur, de façon explicite *apologeta pro vita sua*, se pose en défenseur du 'droit de trahir' (en d'autres termes moins dépréciatifs, de changer d'opinion). A la condition pourtant que cela advienne dans un contexte de prise de conscience de la rupture intervenue, et mieux encore - ce qui dans les cas des intellectuels devrait aller de soi - d'une explication publique du changement et de ses raisons. Or cette explication des "trahisons" fait défaut en Italie. En particulier, lors des deux fractures qui ont directement impliqué les intellectuels : en premier lieu lors du passage du fascisme à l'antifascisme - en réalité une véritable transmigration. Et plusieurs décennies plus tard, lors de la crise, puis de l'implosion du système soviétique qui entraîne l'épuisement de l'hégémonie culturelle marxiste (où le rôle dominant avait été exercé par le Parti communiste, ce qui n'est pas la

---

<sup>3</sup> Bologna, Il Mulino, 2016 (dorénavant : CTV). Pour un approfondissement des thèmes historiques abordés dans ces pages, il faut voir aussi le volume postérieur, E. Galli della Loggia, *Speranze d'Italia. Illusioni e realtà nella storia dell'Italia unita*, Il Mulino, 2018 et, pour le lien au débat politique de ces jours, la collection d'articles parus dans le « Corriere della Sera » sous le titre *Il tramonto di una nazione. Retrospectiva della fine*, Venezia, Marsilio 2017. En différentes occasions Galli della Loggia a discuté ses thèses avec figures éminentes du panorama culturel italien : avec le cardinal Camillo Ruini, longtemps président de la Conférence épiscopale italienne (*Confini. Dialogo sul cristianesimo e il mondo contemporaneo*, Milano, Mondadori, 2009) ; avec le professeur de Droit romain et ancien directeur de l'Istituto Fondazione Gramsci de Rome, Aldo Schiavone (*Pensare l'Italia*, Torino, Einaudi, 2011) ; sur l'Europe en parallèle avec l'ancien Président du Conseil Giuliano Amato (*Europa perduta?*, Il Mulino 2014) ; au sujet de la guerre dans un livre collectif avec Massimo Cacciari, Lucio Caracciolo et Elisabetta Rasy (*Senza la guerra*, Bologna, Il Mulino, 2019). Pour les développements plus récents de l'analyse de Galli della Loggia sur l'actualité politique et culturelle on peut consulter le site du « Corriere ».

moindre des "anomalies" italiennes : seconde transmigration. Sauf exceptions rarissimes, pour ne pas donner l'impression de trahir son propre passé (ou plus simplement de s'être politiquement et intellectuellement trompé) la solution (qui ne fut pas exclusivement italienne) fut de se cacher derrière l'écran d'une continuité fictive.

Cette « grande histoire » des trahisons croise celle particulière de l'auteur. Galli della Loggia appartient à la génération de l'après-guerre qui arrive à l'âge de la raison politique (c'est son expression) au moment qu'on définit en Italie comme celui du « miracolo economico » (seconde moitié des années Cinquante) et qui prélude, comme dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, à la modernisation accélérée des mœurs qui aura lieu dans la décennie suivante.

Une génération donc à l'intérieur de laquelle « on devenait de gauche de façon presque naturelle ». Puisque - relate Galli della Loggia en présentant son cas comme exemplaire - « c'était là que les idées apparaissaient les plus modernes et les plus vives, et c'était là surtout que l'on pouvait rencontrer des gens remarquables par leur audace d'esprit [*spregiudicatezza*], leur culture et leur facultés critiques »<sup>4</sup>. Ce n'était pas seulement question de personnes, mais aussi d'une incontestable prééminence institutionnelle dans le domaine de la culture: « Il ne fallait pas trop de temps pour s'apercevoir que c'était là [à gauche] que pour la plupart se positionnaient les auteurs des livres le plus lus et les plus présents sur les rayons des librairies, des films dont on discutait, en somme les protagonistes du discours public et en particulier culturel dans le pays »<sup>5</sup>. A cette naturelle inclination vers la gauche était associé un jugement radicalement négatif sur la force principale de gouvernement dans le pays, la Démocratie chrétienne, rendue responsable d'un 'régime comparable au

---

<sup>4</sup> CTV, p. 91.

<sup>5</sup> *Ibidem*.



fascisme (« comme on avait l'impudence de dire » : lui-même parmi les autres, du reste, à ce temps-là) mais encore expression « d'une anthropologie négative qui allait jusqu'à la répulsion »<sup>6</sup>.

Le livre de Galli della Loggia s'inscrit, me semble-t-il, dans la mouvance de l'*ego-histoire*. Les choix et le travail de l'historien s'enracinent dans l'expérience vécue de l'engagement politique, qu'il partage avec sa génération : « ceux qui ont mon âge » remarque-t-il « ont lu avant Tocqueville, Croce ; et avant Marx, Gramsci et Salvemini »<sup>7</sup>. « Nous voulions quelque chose de plus que quitter la maison paternelle : nous voulions la détruire. C'était l'air furieux des temps qui turbinait au dedans de nous. Tuer le père ne nous suffisait plus; nous désirions ne pas être plus ses enfants »<sup>8</sup>. Dans ce mouvement qui touche d'autres pays d'Europe, la particularité italienne ce sont les conséquences pratiques de cette prise de conscience intellectuelle : « [dans] un pays traversé par la plus grande transformation du monde » (l'Italie opère un rattrapage économique accéléré dans les deux premières décennies de l'après-guerre) « beaucoup d'entre nous ont cru pouvoir changer [*ce monde qui ne plaisait pas*] depuis les fondements et par le truchement de la politique »<sup>9</sup>. « Depuis le fondement : il y avait là tous les éléments du radicalisme politique italien des années suivantes. Le parcours de Galli della Loggia, qui a le remarquable mérite de l'avoir

---

<sup>6</sup> *Ivi*, p. 94. Le cas italien représente évidemment un lieu privilégié pour une considération d'ensemble de cette tradition politique au niveau européen. Voir les récentes remarques de Marcel Gauchet selon qui dans « la prééminence de la démocratie chrétienne en l'Europe de l'Ouest » est à voir « l'une des nouveautés décisives de l'après-guerre », « l'ultime tentative de sauver la vision hétéronome de l'ordre social en l'adaptant au contexte de la modernité autonome et démocratique » (cfr. *L'avènement de la démocratie IV : Le nouveau monde*, Paris, Gallimard, p. 162-66 ; la cit. à p. 162 et s.). Galli della Loggia distingue une tendance libérale de la Démocratie chrétienne (De Gasperi, tributaire d'une tradition catholique-libérale européenne) et un esprit antilibéral de droite (inspiré de très influents milieux cléricaux dénommés parfois le *Partito Romano*) et de gauche (Dossetti) : un double intégrisme.

<sup>7</sup> *CTV*, p. 245.

<sup>8</sup> *CTV*, p. 13.

<sup>9</sup> *Ivi*, p. 7.

raconté, était donc un parcours en partie semblable à celui de la grande majorité des jeunes nés comme lui dans les années autour de la guerre : « le parcours d'une bourgeoisie intellectuelle 'progressiste' » ; bénéficiaire de surcroît d'opportunités professionnelles, du fait d'une très favorable conjoncture historique et économique<sup>10</sup>.

A l'intérieur d'une même génération, le champ des choix individuels restait ouvert. C'est là qu'advient la trahi son (accomplie dans la double qualité d'historien impliqué dans le débat public et de militant politique occasionnel)<sup>11</sup>, de celui qui « à un certain moment » a formulé l'exigence de soumettre à la critique « l'histoire mythologique divulguée par la gauche »<sup>12</sup>. Jusqu'à soutenir - non sans provocation - que c'était justement la persistance de ces mythes, qui survivent jusqu'à nos jours, qui rendait impossible le changement en Italie. Un changement par tous jugé nécessaire et invoqué avec insistance de toutes parts mais de façon presque proverbiale, irréalisable en Italie selon le mot célèbre du *Guépard*<sup>13</sup>. Ce sont donc les mythes véhiculés par une historiographie bâtie à partir d'un paradigme de gauche qui sont la cible

---

<sup>10</sup> « [...] l'Italie se trouvait alors au beau milieu de cette période sans pareille de l'histoire de la République - dont ma génération a joui à pleines mains - dans laquelle les finances publiques ne pleuraient pas encore misère ; et à cause de cela les universités, l'école, les journaux, l'édition ouvraient plus que jamais leur portes » (CTV, p. 160). Une situation analogue à celle décrite par Galli della Loggia (avec une avance de quinze ans et par rapport à la France, mais dans le même esprit, loin de toute attitude victimaire) est évoquée par François Furet : « Les historiens de ma génération ont eu la vie heureuse. Ils ont trouvé facilement des emplois universitaires, ils ont eu du temps pour lire et pour écrire ; ils ont bon presse en France et à l'étranger [...] » Cit. in D. Roldán, *Le XIXe siècle de François Furet et la tradition des Annales*, « The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville », Vol. XXIX, n°2, p.43. les confins du pays) .

<sup>11</sup> Ailleurs il rappelle quelques coups de matraque reçus « dans un pluvieux après-midi romain, dans un petit groupe des manifestants poursuivis par la police dans les rues entre Piazza Colonna et via Veneto. C'était l'hiver 1960-61 et nous pensions que l'Algérie devait être algérienne [...] » (E. Galli della Loggia, *Vent'anni d'impazienza. Scritti di politica e di battaglia*, Roma, LiberalLibri, 2001, p. 173). Ses premières expériences journalistiques s'accompliraient à « Paese Sera », important quotidien de la capitale très proche des positions du Parti communiste dont il sera collaborateur dans la seconde moitié des années Soixante-dix.

<sup>12</sup> CTV, p. 8.

<sup>13</sup> « Il faut que tout change pour que rien ne change » : cynique répartie, prononcée en Sicile à la veille de la conquête du Royaume des Bourbons par Garibaldi, et qu'on peut lire au chapitre VI du roman de Tomasi de Lampedusa (édité posthume en 1958).



constante de l'œuvre de Galli della Loggia. Dans un contexte essentiellement italien. C'est avec une particulière insistance qu'il souligne le caractère décidément autochtone des cultures politiques italiennes dont il est l'historien. Dans un catalogue sommaire : un certain nationalisme aux traits futuristes (différent du modèle français, où un rôle majeur était joué par des éléments conservateurs et cléricaux, absents ou marginaux dans l'expérience italienne), - nationalisme où le 'dannunzianesimo' avait assumé sa couleur spécifique et qui confluera dans le fascisme ; le fascisme même (idéologie italienne par excellence selon le principe interprétatif gobettien) ; le socialisme 'massimalista', c'est-à-dire anti-réformiste et anti-parlementaire par principe (c'est en Italie et pas en France que Sorel connaîtra son succès) et des rangs duquel provenait, nullement par hasard, Mussolini ; le catholicisme politique émergé au lendemain de la première guerre, défait dans sa composante démocratique par le fascisme et devenu depuis le second après guerre la force électoralement dominante pour presque un demi-siècle ; le communisme gramscien à son tour hégémonique depuis le début de la République et dont la prétention à la singularité (la 'voie italienne au socialisme') constituera un des traits majeurs du conflit idéologique en Italie, presque jusqu'à nos jours. Enfin, et d'une importance particulière, une culture politique ultérieure, qui à la différence de celles précédemment mentionnées, n'a d'équivalent linguistique dans aucun autre contexte national et que l'on peut donc considérer comme une culture politique intrinsèquement italienne : celle de l'*azionismo*, dont le nom remonte à l'expérience éphémère du Partito d'Azione entre les années de la Résistance antifasciste (dont il avait été une de composante majeures) et l'immédiat après guerre. Un des chefs du parti et figure marquante du mouvement de résistance, Ferruccio Parri deviendrait en 1945 Président du Conseil d'un pays alors à la veille de sa transition (à ce moment là nullement acquise) entre la Monarchie et la République.

Parti d'intellectuels et d'une bourgeoisie qui se voulait avant tout modernisatrice et progressiste, présent presque exclusivement dans le Nord du pays, le Partito d'Azione ne survivrait pas à l'insuccès électoral de 1946<sup>14</sup>. Mais si le Partito d'Azione allait disparaître à jamais, il restait la culture de l'azionismo. Plus encore : dans l'interprétation de Galli della Loggia, qui se liait à une tradition de pensée historique et philosophique pendant longtemps très minoritaire dans le contexte des études académiques en Italie<sup>15</sup>, l'azionismo - au delà du mot, en soi-même limité à une utilisation souvent polémique dans le cadre du débat politique-culturel, et quasi ignoré de la plus grande partie de l'électorat et de l'opinion publique du pays - serait devenu une sorte de conception dominante aux niveaux les plus élevés de la culture politique, du fait du rôle traditionnellement décisif des intellectuels dans le contexte italien.

La culture de l'azionismo avait dans l'œuvre de Gobetti une de ses sources inspiratrices. Ce n'était pas un hasard si le plus connu - et reconnu, même à l'étranger - des intellectuels italiens d'après-guerre avait été jusqu'à sa mort au début du XXI<sup>e</sup> siècle Norberto Bobbio. Professeur de philosophie du droit et de la politique à l'université de Turin, constamment engagé dans le débat politique et à certains moments devenu une sorte de conscience civile de la nation, Bobbio de façon explicite se réclamait de Gobetti, dont il avait repris l'idée d'un 'élitisme démocratique'. Selon Galli della Loggia, à l'Italie de

---

<sup>14</sup> Le Partito d'Azione obtint seulement 1,45 % des voix (334.748, en chiffre absolu). Le premier parti de la gauche fut le Parti socialiste (20,68%) devançant (pour la dernière fois) le Parti communiste (18,93%). La Démocratie chrétienne avec 35,21% des voix devint le parti de majorité relative, position qui maintiendrait jusqu'à 1992.

<sup>15</sup> L'importance de la lecture azionista du fascisme et de l'après-guerre est au centre de l'œuvre, aujourd'hui largement reconnue, du philosophe catholique Augusto Del. Noce (1910-1989) ; en traduction française on peut lire *Gramsci où le « suicide de la révolution »*, Paris, Cerf, 2010.

Croce, le plus important intellectuel public de la première moitié du siècle, avait succédé l'Italie de Bobbio, le plus important intellectuel public de la deuxième moitié<sup>16</sup>.

Au fond de l'azionismo on pouvait retrouver l'idée de Gobetti relancée par Bobbio et aussi par plusieurs des journalistes les plus influents du pays<sup>17</sup> que l'essence du conflit politique italien résidait dans l'opposition entre une masse intellectuellement arriérée, voire obscurantiste, et une minorité éclairée, appelée à jouer un rôle de guide et d'anticipation dans le processus de modernisation, en un mot d'affranchissement du pays de son passé de vices et de limites ancestrales : ce passé pas encore balayé, qui avait non seulement favorisé l'avènement au pouvoir de Mussolini mais (bien davantage!) rendu possible et, dans un sens, *rendu inévitable* le fascisme. Lequel, loin d'avoir été définitivement supprimé, restait agissant dans la mentalité collective et, même sur le plan politique, apparaissait comme une option toujours possible, comme la *vérité* de la nation, jusqu'au moment où seraient éradiqués les caractères constitutifs d'une identité nationale irrémédiablement compromise<sup>18</sup>. Le seul moyen de régénérer le pays c'était donc de renier tout son passé: le terme même d'*antitaliano* assumera, dans l'usage courant, une connotation flatteuse : fait dont peu de pays présentent un équivalent.

Le fascisme était donc en Italie susceptible plus qu'ailleurs d'un retour politique, puisque en réalité il n'avait jamais disparu. Il aurait pu subir des métamorphoses différentes, en

---

<sup>16</sup> CTV, p 53.

<sup>17</sup> Galli della Loggia cite Enzo Biagi, Giorgio Bocca, dont une célèbre colonne dans *L'Espresso* avait pour titre *L'antitaliano*, et Eugenio Scalfari, le fondateur du quotidien *La Repubblica*, (CTV, p. 281).

<sup>18</sup> En évoquant beaucoup d'années après la chute de son gouvernement la conférence de presse où il avait annoncé sa démission, Parri écrit « [qu'il lui] paraissait de voir avancer du fond de la salle, méprisante et ricanante l'immense armée parafasciste, le ventre obèse de l'histoire d'Italie qui avait gagné, qui l'avait vaincu », cit. in E. Galli della Loggia, *Patologie italiane : il fascismo sempre in agguato e l'antifascismo perenne*, in *Speranze d'Italia*, cit. p. 136.

raison de sa nature métahistorique et pour ainsi dire transcendante. L'idée de *Urfaschismus* ou 'fascisme éternel', selon l'expression bien connue de Umberto Eco a eu une très large réception à l'échelle globale<sup>19</sup>. En le dénationalisant - et pour cela donc en le de-historisant, aux delà des confins du pays qui en avait vu la naissance, on le rendait au même temps qu'insaisissable, immortel quoique évidemment l'Italie continuât à être son terrain d'élection. Le même Umberto Eco sera en effet en première ligne à dénoncer à plusieurs reprises, devant l'opinion internationale, la résurgence du fascisme dans son propre pays au tournant du milieu des années quatre-vingt-dix, lors de la plus importante crise de système politique connue par l'Italie depuis la fin de la guerre<sup>20</sup>.

## **Fascisme et communisme : interprétation de l'histoire et légitimation politique**

Galli della Loggia se situe, d'une manière tout à fait originale, dans le sillon de l'œuvre historiographique de Renzo De Felice. Ce qu'on pourrait appeler le 'cas-De Felice' n'est pas exclusivement un chapitre de la recherche d'histoire contemporaine en Italie. La publication de la très analytique biographie de Mussolini, en plusieurs volumes, et d'autres travaux de synthèse parmi lesquels, au milieu des années soixante-dix un livre-interview à ample résonance médiatique<sup>21</sup>, ont été cause de réactions qui allaient bien au delà du cadre de la discussion entre historiens. L'imputation adressée à De Felice était rien de moins que d'avoir sournoisement opéré,

---

<sup>19</sup> U. Eco, *Ur-fascism*, « The New York Review of Books », juin 1995.

<sup>20</sup> A cet égard cfr. *infra*, note 46.

<sup>21</sup> R. De Felice, *Intervista sul fascismo* [conversation avec l'historien américain M.A. Ledeen] Roma-Bari, Laterza, 1975. « Le fascisme que j'appelle 'fascisme historique' - comme réalisé entre 1919 et 1945 - est mort et on ne peut pas le ressusciter. C'est une page fermée et c'est justement pour cela qu'il est possible de l'étudier historiquement, avec une méthode et une mentalité historiques » (ivi, p. 6).

avec les instruments à l'apparence neutres de la recherche historique, à une réhabilitation du fascisme.

En particulier la parution du quatrième volume consacré aux années Trente (le moment où le régime fasciste paraissait et était réellement à son zénith) avait suscité un tollé qui dépassa les milieux universitaires, fait étonnant s'agissant d'une œuvre très érudite à l'imposante documentation archivistique. C'était notamment le sous-titre qui avait déclenché les réactions les plus virulentes : *Gli anni del consenso*<sup>22</sup>. Le fait d'affirmer que avant la guerre (et avant les lois raciales de 1938) le régime avait joui parmi la population italienne d'un très large consensus, c'était s'opposer à ce qui était devenu une sorte de *vulgate*, de l'historiographie : l'histoire d'un peuple italien opprimé deux décennies durant par une minorité violente, et qui se révoltait enfin dans le mouvement populaire et unitaire de la Résistance, sous l'impulsion des partis antifascistes (et en particulier du plus actif militairement, le Parti communiste).

Par conséquent à côté de l'interprétation du fascisme et en étroite connexion avec lui se posait, dans ce débat historico-politique italien de l'après-guerre, le problème du communisme dans sa forme spécifique en Italie, de force électorale et de capacité d'agrégation intellectuelle bien au delà de sa sphère de militance. C'est au croisement de cette double spécificité italienne, le fascisme d'un côté et de l'autre un certain modèle de Parti communiste, qu'il est possible de voir - à partir de la question posée par De Felice mais en en élargissant l'horizon temporel et thématique - l'apport original de Galli della Loggia.

« Il doit y avoir une raison - écrit-il - si l'Italie a été la patrie du fascisme et du plus grand Parti communiste de l'Occident, si c'est en Italie qu'ont connu un si vaste succès les deux plus

---

<sup>22</sup> Id. *Mussolini il duce 1. Gli anni del consenso (1929-1936)*, Torino, Einaudi, 1974.

importantes religions séculières du XXe siècle [...] Cette raison il faut peut-être la rechercher dans le fait que, évincé de l'Etat et de sa légitimation, l'élément religieux a de façon massive reflué dans la politique »<sup>23</sup>. A quoi il faut ajouter dans une perspective de longue durée, l'absence dans l'expérience historique italienne, avant sa tardive unification, de la dimension homogénéisante et rationalisante de l'absolutisme. Hormis partiellement les cas de Venise et de l'Etat de Savoie, la péninsule avait pendant des siècles connu exclusivement des pouvoirs dépourvus d'ambitions géopolitiques importantes, et qui n'avaient donc pas besoin de tirer de leurs domaines des ressources financières et humaines considérables. Les populations avaient pu par conséquent se soustraire « à cette pénétrante action normative, à cet ensemble de devoirs indéclinables et à cette contraignante obligation politique envers l'Etat qui ont été à l'origine du sens civique répandu en plusieurs parties de l'Europe »<sup>24</sup>. L'Etat national italien avait donc une faiblesse constitutive au moment de son insertion dans le concert des puissances européennes. Aux limites intrinsèques, liés à l'histoire, il fallait ajouter - ce qui n'était pas moins décisif - le défaut radical de légitimation dans les masses populaires dans les premières décennies après l'unification. Il faut rappeler que pendant presque un demi siècle, par la volonté du pape Pie IX, les catholiques italiens se sont volontairement exclus de toute participation active à la vie de l'Etat et même de l'exercice du droit de vote<sup>25</sup> au moment même où - sur un front opposé mais de

---

<sup>23</sup> E. Galli della Loggia, *L'identità italiana*, cit., p. 157. La notion de 'religion séculaire' n'a pas eu, à ce qui me semble, réellement cours au niveau de la culture politique italienne ; on peut dire qu'elle a existé seulement parmi les lecteurs de E. Voegelin et de R. Aron (peu nombreux, même dans les cercles académiques).

<sup>24</sup> *Pensare l'Italia* [avec A. Schiavone], Torino, Einaudi, 2011, p. 100.

<sup>25</sup> L'acte officiel de 1874, quelques années après l'occupation de Rome par l'armée italienne (*Non expedit* : « il n'est pas convenable ») sanctionnait une pratique déjà largement instaurée dans la première décennie d'existence de l'Etat unitaire et sera confirmé sous Léon XIII (*Non expedit prohi-*



*facto* convergent, les fondements du nouvel État (autant institutionnels : la monarchie; que sociaux : la création d'un marché national) étaient soumis à une contestation radicale de la part des forces de gauche, républicaines, anarchisantes et surtout - en considération de leur vaste implantation dans le monde rural - socialistes.

On rencontre là un des thèmes majeurs de la relecture de l'histoire italienne opérée par Galli della Loggia. Au cœur de différentes phases - monarchie constitutionnelle et libérale ; régime autoritaire ; âge républicain partagé en une 'première' et une 'deuxième' République (on reviendra sur le caractère controversé de cette distinction récente) - aurait opéré la mécanique d'un double processus : d'un côté celui d'une légitimation toujours infirme et toujours précaire, et de l'autre celui bien plus efficace d'une omniprésente *dé légitimation* (qui constitue le terme-clé sur lequel pivote tout cet effort d'interprétation)<sup>26</sup>. Le système politique italien (et les milieux intellectuels qui depuis l'origine en ont constitué une partie décisive) aurait donc largement été conditionné par une sorte d'implacable et permanente 'machine à dé légitimer'.

Il faut revenir rapidement sur la dimension autobiographique et générationnelle de cette analyse, liée à l'orientation à gauche de la quasi-totalité de la génération intellectuelle d'après-guerre. Galli della Loggia insiste particulièrement sur ce point. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, on devenait de gauche de façon presque naturelle - *par défaut* dirait-on

---

*bitionem importat* : 1886). Après quelques assouplissements locaux (en soutien de candidats libéraux modérés et anti-socialistes), la défense de voter (et à *fortiori* à prendre part à la vie publique) sera levée par le pape Benoît XV, au lendemain de la guerre et juste avant les élections politiques de 1919. « Cas assez unique dans le panorama européen - observe Galli della Loggia dans un contexte plus général - les courants politiques de la modernité italienne naissent tous d'une prémisse radicalement polémique envers la façon dont il s'est formé l'Etat-nation, et avec une intention délibérée d'un net détachement, voire de répudiation par rapport à celui-ci [...] » (*Il primato della politica* en E. Galli della Loggia (sous la direction de) *Questo diletto almo paese. Profili dell'Unità d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2015, p. 23.

<sup>26</sup> Voir la collection d'essais dans le volume E. Galli della Loggia-L. Di Nucci (éd.), *Due nazioni, Legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologna, Il Mulino 2003, qui couvrent, dans cette perspective toute l'histoire italienne du XXe siècle. Non mi pare sia citato il volume *Due nazioni*

aujourd'hui. Être démocrate-chrétien n'était pas de bon ton; les petits partis appelés laïcs, nés de la tradition *du Risorgimento* (libéraux et républicains) et les sociaux-démocrates, nés à la suite d'une scission du Parti socialiste, apparaissaient comme des alliés subalternes du parti catholique ; quant au néo-fascisme plus ou moins explicite dans ses formes organisationnelles, c'était l'affaire de milieux nostalgiques, surtout dans les régions méridionales et, d'une jeunesse souvent violente, mais somme toute marginale.

'Devenir de gauche 'allait donc de soi. Mais de quelle gauche? « En Italie, antérieurement aux années quatre-vingt être de gauche signifiait tout d'abord, et toujours davantage, *ne pas être anticommuniste* » [c'est moi qui souligne]<sup>27</sup>. C'était là une ligne d'interdiction absolue. Une gauche anti-communiste, depuis Gobetti jusqu'à Bobbio, était devenue quasiment une impossibilité théorique<sup>28</sup>.

La primauté du Parti communiste sur l'ensemble de la gauche constitue aux yeux de Galli della Loggia la spécificité de l'histoire politique de l'Italie républicaine sans doute la plus décisive et elle impacte l'autre entité située à gauche dans l'échiquier politique, le Parti socialiste. Il s'agit là d'une question historique largement refoulée, à la quelle Galli della Loggia prête une attention toute particulière. Très jeune il avait lui-même adhéré au Parti socialiste. Mais il avait tout de suite viré au vote communiste, et ce jusqu'au milieu des années Soixante-dix.

L'histoire du Parti socialiste au XXe siècle est, selon Galli della Loggia, l'histoire d'un suicide politique réitéré. Dans le

---

<sup>27</sup> CTV, p. 98.

<sup>28</sup> Gobetti avait cru reconnaître dans la Révolution d'Octobre un événement « libéral » ; Bobbio, qui ne sera jamais communiste et qui développera une importante critique du marxisme en relevant en celui-ci l'absence d'une théorie de l'État, verra constamment dans le Parti communiste l'interlocuteur privilégié et l'allié potentiel et nécessaire : son livre politique le mieux connu, *Politica e cultura* (1955) reprenait les termes d'une discussion publique avec Togliatti au sujet des garanties libérales. On peut dire que la culture 'azionista' est la version italienne du « pas d'ennemis à gauche ».

premier après-guerre et face à la montée du fascisme, la majorité du parti avait choisi la voie d'un insurrectionnalisme stérile. Après un quart de siècle, seul parmi les partis socialistes d'Europe, il était entré dans une alliance, avec un parti étroitement lié aux choix idéologiques et aux intérêts de puissance de l'Union soviétique.

De ce point de vue, la comparaison avec la France est éclairante. Au printemps 1947 le démocrate-chrétien Alcide De Gasperi avait ouvert la crise du gouvernement à trois (avec communistes et socialistes) et constitué un nouvel exécutif soutenu par une majorité parlementaire centriste. La même opération avait été simultanément accomplie en France par le socialiste Paul Ramadier. En mai ce dernier avait écarté du pouvoir les ministres communistes, mettant un terme à l'expérience politique du 'tripartisme'. L'analogie était pourtant destinée à s'arrêter là. En Italie le chef du Parti socialiste Pietro Nenni, récipiendaire en 1951 du Prix Stalin (par lui personnellement reçu à Moscou l'année suivante) amènerait le parti à une alliance organique avec les communistes. Aux élections d'avril 1948 - les plus décisives dans l'histoire républicaine - la liste commune du 'Fronte popolare' ayant pour emblème l'effigie de Garibaldi marquerait un résultat très décevant, pour la liste dans son ensemble mais catastrophique pour la composante socialiste<sup>29</sup> : condamnée depuis lors à une longue marginalité tant sur le plan électoral que faute d'enracinement social dans les organisations syndicales et coopératives, par exemple. Et si après 1956 le même Nenni en restituant symboliquement le Prix Stalin, entre autres

---

<sup>29</sup> Le communistes obtinrent plus des deux-tiers des élus à la Chambre des députés dans la liste commune, en vertu du vote de préférence. Ce décisif épisode électoral est objet d'analyse par Galli della Loggia dans un petit livre consacrée à trois journées-clef dans l'histoire italienne du XXe siècle, à partir de trois conférences par lui tenues à l'Istituto italiano di cultura à Berlin : *Tre giornate nella storia d'Italia*, Bologna, Il Mulino, 2010 ; outre le 18 avril 1948, les autres deux 'journées' sont celles de 28 octobre 1922 (la 'marche sur Rome') et le 27 mars 1994, victoire électorale de Berlusconi, dont on dira plus loin.

choses) ouvre une nouvelle saison, destinée à créer les conditions des alliances de centre-gauche (de 1958 jusqu'à la moitié des années Soixante-dix) la constante croissance électorale et sociale du Parti communiste, soutenu - il ne faut jamais l'oublier - par un prestige culturel dilaté et renforcé par les transformations sociales en acte depuis 68, renverseront la tendance. Trois décades après l'échec de la version italienne du 'frontismo', les socialistes se retrouveront une fois de plus réduits à un rôle de partenaires tout à fait minoritaires.

Le jugement de Galli della Loggia est à cet égard particulièrement sévère. La déclaration du secrétaire socialiste Francesco De Martino en décembre 1975 selon laquelle le Parti socialiste ne participerait désormais à aucun gouvernement sans la participation des communistes, non seulement ouvrirait virtuellement la crise du dernier gouvernement de *centro-sinistra* présidé par Aldo Moro. Mais il fallait voir là aussi « une auto-certification de subordination dont il est difficile de trouver un exemple analogue dans l'ensemble de l'histoire européenne »<sup>30</sup>.

## L'Italie et les partis : d'une République à l'autre

La 'République des partis' est une des formules les plus heureuses de l'historiographie italienne contemporaine<sup>31</sup>. Galli della Loggia fait remonter cette réalité au tout début de l'État post-fasciste : « A la place de la nation submergée par les événements » la République à son origine « [n'avait pu] compter que sur les partis. C'est par le truchement de ceux-ci que la politique deviendrait la vraie charpente du nouveau régime [...] Ce n'est pas un hasard si justement une union de partis [*le Cln*, Comitato di liberazione nazionale, *composé par*

---

<sup>30</sup> CTV, p. 173.

<sup>31</sup> On la doit à P. Scoppola, *La repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia in Italia (1945-1990)*, Bologna, Il Mulino, 1990.

*communistes, socialistes, démocrates chrétiens, libéraux, actionnistes*] avait été la cellule germinale du nouvel ordre républicain ». C'est là qu'il fallait voir la racine d'un « étatisme permanent et marqué, mais sans l'Etat »<sup>32</sup>. C'est ainsi que s'élabore la notion polémique de partitocratie, qui dans sa signification politologique, - à partir des années cinquante - a une utilisation éminemment italienne<sup>33</sup>.

Si l'on confronte l'expérience italienne à celle chronologiquement parallèle de la France, on pourrait croire retrouver en Italie une Quatrième République durant presque un demi-siècle. Mais, pour des raisons liées à l'héritage du fascisme et aux modalités de la Résistance (et de sa gestion mémorielle) les partis politiques ont joué un rôle bien plus considérable dans la vie du pays. A tous les niveaux : d'intégration sociale et même émotionnels<sup>34</sup>. Galli della Loggia pose la question très nettement : en Italie les partis, *dans leur ensemble*, ont comblé le vide laissé par le fascisme. Et c'est justement l'alliance antifasciste des partis qui ont dirigé la Résistance, à travers le passage décisif de l'élaboration d'une Constitution qui assume presque officiellement, dans toutes les célébrations successives, l'étiquette (dépourvue, à ce qu'il semble, d'analogies en Europe et ailleurs) de 'Constitution antifasciste'.

---

<sup>32</sup> *Questo diletto almo paese*, cit., p. 27 et 33.

<sup>33</sup> On ouvrirait une trop longue parenthèse en prenant en considération les analogies et les différences (remarquables les unes et les autres) par rapport à la dénonciation du « Régime des partis » par le général de Gaulle, en particulier à l'occasion du discours de Bayeux en juin 1946.

<sup>34</sup> « Pour beaucoup d'hommes et de femmes ayant vécu dans la Péninsule après 1861... lire un livre, participer à une réunion ou monter sur un train, réfléchir de façon critique sur ses modes de vie ou de pensée, se faire une image du monde, ont été liés en quelque sorte à une occasion ou un engagement derrière lesquels il y avait la politique » mais pas la politique au sens des institutions. Politique signifiait essentiellement partis politiques et cela allait devenir un des traits marquants, pour le mieux et pour le pire, de l'identité nationale : « Pour de nombreux, très nombreux italiens, dans les mille réalités locaux de la péninsule, être socialistes ou fascistes, neutralistes ou *interventisti*, communistes ou démocrates-chrétiens, a signifié avant tout la sanction d'une solidarité, l'espoir d'un petit avantage, un moyen de se défendre et de prendre le dessus, la conséquence obligée d'un lien personnel » (*L'identità italiana*, cit., p. 145-6). En définitive : « une modernité avec beaucoup de politique et peu d'Etat ».

Cependant, vers le milieu des années quatre-vingt tout allait changer. A quelques années de l'apogée du terrorisme qui avait ensanglanté le pays dans la décennie précédente et qui paraissait si fort au lendemain de l'enlèvement et puis de l'assassinat d'Aldo Moro (16 mars-9 mai 1978) et dont la soudaine défaite avait représenté, pour la société italienne, presque une 'divine surprise'<sup>35</sup>, commencèrent à se rendre visibles les signes d'une mutation pareillement inattendue. « C'était un monde entier qui avait commencé à s'effondrer, le monde de la première République, le monde dans lequel avait vu la lumière ma génération. C'était la République du Comité de Libération nationale (Cln) et du proportionnalisme consociatif [...] qui allait se défaire [...] Et avec tout cela étaient en train de s'effriter le communisme, et l'antifascisme ; même le fameux Progrès Démocratique dans lequel nous avons baigné jusqu'alors, montrait ses premières fissures »<sup>36</sup>.

Première, Seconde République? L'Italie n'a à aucun moment changé de Constitution (au contraire : surtout dans les années récentes, on a eu quelque peu tendance à la sacraliser)<sup>37</sup>. La notion de Seconde République, devenue dominante dans les media et dans le langage commun à partir de

---

<sup>35</sup> Son dernier exploit fut l'enlèvement de la plus haute autorité de la Nato en Italie, le général Dozier, libéré en janvier 1982 par les forces spéciales italiennes après quarante jours de séquestration. Galli della Loggia voit une étroite connexion entre le terrorisme - les 'années de plomb' dont le bilan sera de plusieurs centaines de morts - et les parcours de la modernité italienne : « L'objectif de la modernité qui nous semblait atteint au milieu des années soixante ne signifierait nullement l'entrée dans une stabilité confortable [...] [Il a été au contraire] le terrain de culture dans lequel a explosé, féroce, le terrorisme. Ce qui signifie que le terrorisme italien a été quelque chose d'absolument anormal par rapport à des phénomènes analogues qui se sont produits ailleurs ». Dans le terrorisme politique (rouge et noir, mais dans ce cas surtout rouge) il fallait voir « le fruit d'un tumulte social corrosif, de précipités collectifs et idéologiques inédits où modernité et anti-modernité, individualisme et communautarisme, réalisme froid et utopisme délirant se sont mélangés ». Jusqu'à une conclusion tranchante: « Le terrorisme a été le visage caché et féroce de la modernité italienne » (*Pensare l'Italia*, cit. p. 57).

<sup>36</sup> CTV, p. 269.

<sup>37</sup> Cfr. E. Galli della Loggia, « Il mito della Costituzione », in *Miti e storia dell'Italia unita*, Bologna, Il Mulino, 1999, pp. 187-202. Le premier à utiliser l'expression fut sans doute l'ancien Président de la République Giuseppe Saragat qui au jour de la découverte du corps de Moro, déclara d'avoir vu « au côté du cadavre de celui-ci, celui de la 'Première République' ».



la première moitié des années quatre-vingt-dix renvoie à une donnée de sociologie politique et non pas de droit et d'histoire constitutionnelle. On se réfère par là à la disparition de *tous* les partis politiques italiens, emportés, en à peine deux années, par une singulière combinaison : d'un côté les effets de la fin de la guerre froide et de l'autre une extraordinaire offensive médiatico-judiciaire contre la corruption politique individuelle mais aussi contre tout un système de financement de la politique. Un système à coup sûr illégal, mais jusqu'alors tacitement accepté par une sorte de connivence nationale. C'était donc la crise terminale de la 'République des partis' dans laquelle le pays s'était reconnu depuis la fin de la guerre et jusqu'à l'épreuve violente du terrorisme au cours de laquelle les partis avaient joué, pour la dernière fois et avec succès, le rôle de rempart de la démocratie et de l'État. Cette République que bientôt on commencerait à définir sans indulgence 'première' était devenue l'objet d'une vitupération générale, non dépourvue d'hypocrisie. Ce soudain et radical changement de cadre politique constitue un de moments charnière de toute l'interprétation de Galli della Loggia<sup>38</sup>. Dans un système sans alternances possibles, la corruption était devenue systémique. Le jugement de Galli della Loggia sur le changement de cap du Parti socialiste sous la direction de Bettino Craxi est nuancé : d'un côté il y avait la juste intuition de la nécessité de s'affranchir de la subordination envers le Parti communiste, de l'autre l'incapacité et même l'absence de volonté de lutter contre l'immoralité politique, qui au cours des années quatre-vingt avait connu une spectaculaire accélération. La 'sacralité' des partis, plus ou moins consentie depuis la fin de la guerre, était définitivement

---

<sup>38</sup> Dans la crise de l'hégémonie communiste, Galli della Loggia souligne les apports intellectuels étrangers, en particulier *Penser la Révolution française* de François Furet. L'hégémonie culturelle bâtie en Italie à partir de l'après-guerre se retrouvait sur la défensive, pour la première fois dans l'histoire intellectuelle du pays.

brisée. « La première République était née de la Résistance », « la seconde allait naître de la question morale » ; et d'une question morale d'une nature « tout à fait italienne »<sup>39</sup>. Berlusconi, en 1994, « avait su interpréter mieux que personne le vide [créé par la crise des partis traditionnels] et il avait su le remplir » en devenant le « catalyseur » de forces à droite et au centre-droit (sans pour la première fois tenir compte de l'antifascisme qui allait se montrer de plus en plus obsolète).

Les raisons de ce succès de Berlusconi, selon Galli della Loggia ne furent pas comprises. Au lieu de concentrer l'attention sur les causes profondes de ce tournant préparé par le rôle prééminent de la magistrature qui avait à certains moments supplanté le rôle de la politique et du Parlement<sup>40</sup> (soutenue en cela - on a souvent en Italie la tendance de l'oublier - par les télévisions appartenant à Berlusconi), on aima mieux emprunter la voie « d'un antiberlusconisme dogmatique et moralisant » et voir dans ce phénomène une nouvelle autobiographie de la nation. Dans l'anomalie berlusconienne il y avait sans aucun doute des aspects lamentables, et les traits qu'on pourrait dire folkloriques du personnage ne simplifiaient pas les choses. Il y avait en somme des problèmes fort considérables à aborder remarque Galli della Loggia autres que « la résurgence de l'Etat autoritaire, un 'nouveau fascisme' »<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> CTV, pp. 238-40.

<sup>40</sup> Episode-clé, inconcevable au dehors de l'Italie, la parution sur les écrans du JT des magistrats les plus populaires du Parquet de Milan, le soir même du jour où Giovanni Conso, le Garde-des-Seaux du gouvernement Amato, avait avancé une solution législative pour régler, même de façon rétroactive, la question des financements illicites des partis. Presque en héros nationaux, les procureurs exprimaient leur opposition au décret, ce que tout le monde interpréta comme un 'appel au peuple'. Le président de la République ne signa pas le décret qui ne fut ni réitéré par le gouvernement ni objet d'un débat parlementaire (Cfr. *Tre giornate nella storia d'Italia*, cit., p. 160).

<sup>41</sup> Ce qui était au contraire à la base de certaines interprétations divulguées à l'étranger. Parmi d'autres exemples, Galli Della Loggia rappelle le manifeste-appel paru dans *le Monde* en juillet 1994, quelques mois après l'inopinée victoire électorale de Berlusconi, signé par plus de 1500 personnalités de différents pays, parmi lesquelles Umberto Eco, et invitant à « la vigilance contre un nouveau fascisme en Italie » (CTV, p. 333).

Il faut revenir à un aspect qui renvoie à l'autobiographie intellectuelle de Galli della Loggia, en particulier aux thèmes liés à la 'trahison', ou pour utiliser le mot devenu infamante dans la polémique historique (en Italie comme ailleurs), au révisionnisme<sup>42</sup>. Qui porte sur deux points: le contexte historique de la naissance de la République ; la nécessité d'une réflexion nouvelle - délivrée des mythes persistants du passé - sur l'histoire du Parti communiste.

Pour comprendre l'Italie républicaine, il fallait remonter à ses origines. Peu de livres d'histoire ont suscité en Italie autant de débats et de polémiques que *La morte della patria*<sup>43</sup>, un livre sorti au lendemain de la crise ultime des partis politiques, dans les années initiales de la soi-disant Seconde République.

*La mort de la patrie* : le titre est intentionnellement polémique puisqu'il s'attaque à une sorte d'orthodoxie historiographique de la Résistance, consacrée par un nombre considérable de volumes et par une intense activité d'instituts locaux de recherche et de vulgarisation : selon cette doxa, la période 1943-1945 était vue comme le début du rachat démocratique de la nation, politique en même temps que moral.

Ce n'était pas là simplement une querelle d'historiens, une divergence d'interprétations au sujet des événements résultant de l'armistice du 8 septembre 1943<sup>44</sup>. Tout le processus social et politique des décennies suivantes était mis en cause

---

<sup>42</sup> Un protagoniste de ce courant en Italie a été Paolo Mieli, dans sa jeunesse élève et assistant universitaire de De Felice, directeur de « La Stampa » (1990-1992) et du « Corriere della Sera » (1992-1997 et 2004-2009) ; c'est sous sa direction que les pages culturelles d'importants quotidiens jouèrent un rôle décisif afin de rendre populaires les thèmes de l'historiographie 'révisionniste', avec notamment l'apport, parmi les historiens collaborateurs réguliers, de Galli della Loggia.

<sup>43</sup> Laterza, Roma-Bari, 1996. Dans le titre était reprise une expression au centre du livre classique de réflexions concernant le 8 septembre par le juriste et écrivain Salvatore Satta, *De profundis* (1948), Milano, Adelphi, 2019.

<sup>44</sup> Cfr. E. Aga Rossi, *Una nazione allo sbando. L'armistizio italiano del settembre 1943 e le sue conseguenze*, Bologna, Il Mulino 2003. Les séquences initiales d'un film très connu, *Tutti a casa* (« La grande pagaille », visible online sous-titré en français) montrent Alberto Sordi, officier désarmé de l'armée italienne qui laissé sans ordres au milieu de la débandade, essaie de rejoindre par téléphone ses chefs pour savoir ... qui sont les alliés et qui sont les ennemis.

à partir de cet épisode, l'un des plus dramatiques de l'histoire nationale italienne. Réouvrir le dossier du 8 septembre signifiait pour Galli della Loggia reconsidérer toute l'histoire idéologique du pays. A ses yeux, cette date restée très vive dans la mémoire du pays, avait marqué le moment d'une crise radicale, jamais plus surmontée en Italie, de l'idée de nation ou plutôt du principe même de la nationalité comme base constitutive d'un système politique. L'antagonisme avec la vision d'un début de rachat et de nouvelle naissance ('deuxième Risorgimento' selon une expression courante) ne pouvait pas être plus net<sup>45</sup>.

Au moment de la sortie de la *Morte della patria* l'histoire de la Résistance avait connu un remarquable retour d'intérêt. Quelques années auparavant avait paru un fort volume qui s'était imposé comme un nouvel ouvrage de référence. L'auteur, Claudio Pavone, était un historien qui dans sa jeunesse avait participé à la Résistance et avait ensuite été proche de la tradition azionista (sans avoir adhéré au parti) en particulier par sa proximité intellectuelle avec Norberto Bobbio.

Huit-cent pages, beaucoup d'érudition, l'écho d'une expérience vécue, un style clair et passionné, un titre et un sous titre captivant<sup>46</sup> : le livre de Pavone avait capté l'attention surtout à partir de la notion de *guerre civile*, présente déjà dans le titre, qui jusqu'alors avait été l'exclusivité des journalistes et vétérans néo-fascistes ; cette notion controversée paraissait 'dédouanée' à gauche. Pavone voyait en effet un triple

---

<sup>45</sup> La thèse de la 'mort de patrie' a été l'objet de plusieurs contestations. Même le président de la République Ciampi, en célébrant en 2001 le sacrifice des militaires italiens victimes des allemands dans l'île grecque de Céphalonie, a exprimé une position critique à l'égard, à l'origine d'une ultérieure intervention critique de Galli della Loggia (qui entre autres choses rappelait que de ce massacre il n'y avait aucune mention dans le célébrée livre de Pavone d'il y a dix années et dont sera question tout de suite dans le texte : à confirmation de la presque totale élisio n historique d'une Résistance d'origine militaire. Cfr. CTV, p. 340-1).

<sup>46</sup> C. Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991; tr. fr. *Une guerre civile : Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005.

conflit, se déroule en ces années sur le sol italien : *patriotique*, contre l'occupant étranger; *civil*, contre les partisans de Salò ; *de classe*, par les militants de gauche contre les détenteurs du pouvoir économique.

En contraste avec le climat pacifiant de l'année de parution de la *Morte della patria*<sup>47</sup>, le jugement de Galli della Loggia sur le livre de Pavone est très critique. La notion même de guerre civile, saluée à droite et honnie à gauche, nécessitait à son avis d'être nuancée puisque on avait connu plutôt un semblant qu'une réalité de guerre civile <sup>48</sup>.

Mais au delà de toute question de terminologie, il repérait des problèmes plus graves. Tout d'abord l'absence dans la première édition du livre - ce qui semble en effet presque incroyable - d'une allusion quelconque au problème de la frontière orientale, de loin le plus grand enjeu de politique étrangère affronté par l'Italie au lendemain de la guerre (et par contre au cœur de l'analyse contenue dans la *Morte della patria*). C'était là une question qui montrait la subordination des communistes italiens aux revendications yougoslaves, subordination aux conséquences tragiques, comme la liquidation par les partisans rouges du commandement de la Bri-

---

<sup>47</sup> Luciano Violante, ancien magistrat et longtemps député communiste, élu en 1996 président de la Chambre des députés par la coalition de centre-gauche qu'avait gagné les élections contre le centre-droite dirigé par Berlusconi, dans son discours inaugural de la législature s'était interrogé sur « les motivations pour lesquelles tant de milliers de jeunes gens, et surtout de jeune filles, quand tout était perdu, s'étaient rangés du côté de Salò et non de celui des droits et de la liberté ». Propos qui auraient été impossibles sans la récente sanction par les historiens de l'existence d'une guerre civile combattue entre la chute du régime et la libération du pays.

<sup>48</sup> Pour Galli della Loggia « Une vraie guerre civile aurait comporté la fracture du pays [...] fascistes contre antifascistes. Un peu comme dans l'Angleterre du XVIIe siècle où dans la France du XVIIIe où aux États-Unis au XIXe. Rien de tout cela en Italie. La lutte entre fascistes de Salò et partigiani n'a engagé qu'une petite minorité de la population, quelques centaines de milliers de personnes. De plus, ceux qui combattaient sous les bannières de Salò, c'est-à-dire les perdants, étaient numériquement supérieurs par rapport aux antifascistes en armes, les présumés vainqueurs. Je dis présumés puisque en réalité la fausse guerre civile italienne a été gagnée par des étrangers, par les alliés anglo-américains qui ont emmené et garanti la liberté et la démocratie dans notre pays » (*Intervista sulla destra*, cit. p. 104). On voit ici en toile de fond la notion de « zone grise » popularisée peu après par De Felice dans son ultime livre-interview, *Rosso e Nero*, avec P. Chessa, Milano, Baldini & Castoldi, 1995, en traduction française : *Les rouges et les noirs: Mussolini, la République de Salò et la résistance 1943-1945*, Genève, Georg, 1999.

gade frioulane Osoppo (composée en large partie de catholiques et de socialistes) dans les alpages de Porzûs ; épisode qui dans le livre de Pavone n'est l'objet que d'une référence très cursive et, surtout, banalisante<sup>49</sup>.

On était donc en présence d'une objection de fond : si la micro-histoire, l'histoire des mentalités, la perspective morale, avaient valu au livre de Pavone une vaste estime - ce qui en définitive faisait défaut à cette reconstruction était rien moins que « la réalité historique-politique »<sup>50</sup>.

Dans les années récentes, la perception de la férocité du combat entre 1943 et 1945 s'est remarquablement renforcée. Considérable à été en ce sens l'apport d'un des journalistes italiens les plus connus, Giampaolo Pansa - dont non seulement le talent professionnel mais aussi les qualifications à gauche étaient indiscutables - et qui a consacré une série de volumes à la démystification d'une certaine vision hagiographique de la Résistance<sup>51</sup>. Même si beaucoup de faits relatés dans ces livres - les innombrables crimes souvent gratuits qui dans quelques régions du pays se sont poursuivis plusieurs années après la fin de la guerre - étaient connus auparavant, ils étaient restés confinés dans une production mémorielle limitée aux milieux des 'vaincus'. Le changement de climat culturel amorcé au début des années quatre-vingt allait donc ébranler un des mythes fondateurs les plus persistants de la République : celui d'une nette distinction de valeurs non seulement politiques mais presque anthropologiques au moment de la Libération du pays : guerre de libération justement, selon cette vision, et nullement 'guerre civile'. Ce qui permettait

---

<sup>49</sup> Cfr. *La morte della patria*, cit., Pos. 2092. Parmi les victimes du massacre - dix-sept morts - Guido Pasolini, frère du célèbre écrivain et cinéaste.

<sup>50</sup> Ivi, Pos. 2056-2062.

<sup>51</sup> On se limite ici à rappeler le premier, mettrai l'auteur *Il sangue dei vinti*, Sperling & Kupfer 2003, couronné comme les suivants par un extraordinaire succès de librairie, et *Bella ciao. Contro storia della Resistenza*, Milano, Rizzoli, 2014.



à Galli della Loggia de relancer sa thèse capitale : les conséquences négatives pour la vie de la nation, d'avoir posé l'antifascisme et non la démocratie (et donc le rejet de toute idéologie totalitaire) comme fondement de la nouvelle construction politique.

La perception de la Résistance en Italie a eu un caractère propre très loin par exemple de la perception française. Au delà de l'envergure intellectuelle et politique de de Gaulle, de son extraordinaire (et tout à fait conscient) talent de créateur de réalités politiques par la force du verbe, il y avait une consistance militaire réelle de la France Libre, organisée et dirigée politiquement à un moment où le sort de la guerre était encore incertain et qui s'était ensuite soudée à la Résistance de l'intérieur : en mesure par conséquent de soutenir et finalement de rendre crédible, donc politiquement efficace, le mythe gaullien ce qui sera décisif dans la France d'après guerre - et qui a totalement manqué à l'Italie<sup>52</sup> où domine une vision clivante et même conflictuelle de la Résistance. Pour avoir une image percutante de cette différence de perception, il suffit de se rapporter à la cérémonie du transfert de cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964 et au discours de Malraux. Rien de comparable en Italie. De même que seraient impensables en France les polémiques récurrentes sur la fête du 25 avril (jour de la libération du territoire)<sup>53</sup> qui a fini pour obscurcir la fête de la République qui fut, en 1977,

---

<sup>52</sup> « Ce qui n'équivaut pas à dire » précise Galli della Loggia « que l'apport militaire de l'antifascisme entre 1943 et 1945 ait été insignifiant (même les alliés, comme on sait, ont reconnu le contraire) ni à plus forte raison, que la Résistance ait été alors 'inutile'. Dans les limites dont elle pouvait l'être elle fut très utile à l'Italie » (*La morte della patria*, cit., Pos. 580). Le « fait regrettable » qu'à l'Italie ait fait défaut « un antifasciste avec les qualités de Charles de Gaulle, un soldat avec l'autorité de s'appeler aux italiens pour la défense de la patrie » a été particulièrement souligné par Renzo De Felice (*Il rosso e il nero*, cit., p. 40). On doit cependant remarquer que la Résistance italienne a eu, dans ses phases les plus décisives, un chef unique militaire et nominalement politique (Armando Pizzoni) ; çce qui donne à réfléchir est que son nom ne soit connu aujourd'hui (comme du reste dans l'immédiat après guerre) que par une poignée d'historiens.

<sup>53</sup> Cfr., contradictoirement à Galli della Loggia, P. Scoppola, *25 aprile. Liberazione*, Torino, Einaudi, 1995, qui soutient la thèse de la validité permanente de la lutte antifasciste, et de la Constitution qui en resulta, comme fondement de l'identité politique italienne.

au **plus fort** moment de l'éclipse de l'idée nationale, supprimée pour des raisons d'économie ! <sup>54</sup>.

C'est là aussi une spécificité italienne, liée à une *damnatio memoriæ* particulièrement vive dans un pays qui a regardé souvent son histoire comme une suite de trahisons : le Risorgimento inachevé, la Résistance trahie, la Constitution inaccomplie et elle même en quelque sorte trahie, etc. Pourrait-on imaginer qu'en France on supprime le 14 Juillet, ou le 4 Juillet aux États-Unis?

Selon **la thèse soutenue dans le pages de la Morte de la patria** la guerre civile italienne ne s'était nullement terminée en 1945<sup>55</sup>. Au printemps de 1994, avec la dissolution des partis traditionnels et dans le contexte inédit de polarisation politique et électorale dû au dépassement du système électoral proportionnel, on a vu se jeter à la figure de virulentes accusations héritées d'un passé révolu. **La confrontation électorale entre droite et gauche semblait être devenue l'occasion de la renaissance d'un conflit entre anticomunistes d'un côté et antifascistes de l'autre. « Stupéfaction légitime » selon Galli della Loggia : « En Italie, à distance d'un demi siècle depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le lien entre 1922 et 1945 paraît encore assez fort pour conditionner le système politique »<sup>56</sup>.**

« Si d'un côté ... pour naître et se cimenter autour de Berlusconi, la droite avait montré ne pas pouvoir renoncer au plus fade anticomunisme, sur l'autre versant se passait quelque chose d'analogue : pour résister au succès inopiné de l'ad-

---

<sup>54</sup> Elle fut rétablie (mais toujours célébrée en ton mineur) en 2001.

<sup>55</sup> Ivi, Pos. 949. « Le terrorisme rouge et noir des années soixante-dix, avec ses prolongations successives dans la décennie suivante, peut - et à mon sens même doit - être interprété comme la tentative d'accomplir la Résistance en tant que guerre révolutionnaire de classe, et comme la tentative de l'autre partie, la droite, de renverser le verdict du 25 avril » (ivi, Pos. 2132).

<sup>56</sup> E. Galli della Loggia, *Intervista sulla destra*, p. 159.

versaire, la gauche avait montré ne disposer d'autre ressource idéologique » qu'un anti-fascisme<sup>57</sup> pareillement anachronique. « La seconde République était aussi condamnée à retracer de façon paroxystique le chemin de la première : à se sustanter en dernière instance exclusivement d'anticommunisme et d'antifascisme », condamnés tous deux à disparaître, par la force des choses, après l'épuisement de la parabole berlusconienne, en ne laissant « dans le panorama idéologique et politique italien rien d'autre que le vide et la protestation stérile de l'anti politique »<sup>58</sup>.

## **Histoire du communisme et parti communiste italien : un double refoulement**

L'Italie est le seul pays de l'Europe occidentale où la gauche stalinienne a prévalu sur la gauche démocratique et antistalinienne, du fait de l'indubitable succès de l'opération culturelle réalisée par le Parti communiste (avec, on l'a vu, le décisif concours de la culture actionniste), qui a fait tomber dans le sens commun l'équation entre fascisme et anticommunisme. Et même qui a fait voir dans l'anticommunisme le noyau même du fascisme<sup>59</sup>, par un syllogisme « devenu principe-guide pour la très grande majorité des intellectuels [...] avec l'effet d'empêcher la naissance d'un fort pôle libéral en Italie »<sup>60</sup>. Si l'on pouvait évidemment adhérer à d'autres partis, « ce qui était absolument interdit » écrit Galli della Loggia qui se souvient d'avoir un temps partagé ce tabou « c'était

---

<sup>57</sup> CTV, p. 334 et s.

<sup>58</sup> Ibidem. De façon significative le dernier chapitre du livre autobiographique de Galli della Loggia a pour titre « Adieu à tout cela » (CTV, pp. 317-45).

<sup>59</sup> *Intervista sulla destra*, p. 112. On peut voir là la montée à l'extrême d'une tendance qui n'était pas seulement italienne : « Comme a bien vu François Furet » remarque Galli della Loggia « l'effet majeur ... est celui de parvenir à séparer, sinon à opposer démocratie et libéralisme » (*Patologie italiane* cit., p. 138).

<sup>60</sup> Ibidem.

de juger le Parti communiste comme un parti étranger aux valeurs de la démocratie antifasciste »<sup>61</sup>.

D'ici la nécessité de bâtir toute une histoire du communisme italien, sous le signe de la diversité en différenciant le parti communiste italien de tous les autres partis communistes du monde occidental. On en valorisait donc constamment l'indépendance à l'égard de Moscou, à partir du fameux 'tournant de Salerno' en avril 1944 ; alors que les archives post-soviétiques ont démontré que la ligne politique de collaboration gouvernementale, loin d'être la preuve de l'autonomie de jugement et d'initiative de Togliatti, avait été dictée par Staline<sup>62</sup>. Ou bien on occultait le formidable flux d'argent en provenance de l'Union soviétique (ininterrompu jusqu'à la fin de l'État soviétique - ici encore les archives de Moscou sont décisives - souvent supérieur en quantité à celui en direction de tous les autres partis communistes d'Occident)<sup>63</sup>.

La prétendue évolution linéaire du Pci dans le sens libéral-démocrate, de Gramsci à Togliatti et - glose avec ironie Galli della Loggia - « de Salerno à Tocqueville »<sup>64</sup>, n'était rien plus qu'un mythe.

Suffisant quand même pour garantir sa survivance au delà des événements de 1989-91, auquel le Parti communiste avait réagi avec un changement de domination (Partito democratico della sinistra, en 1991) accompagné contradictoirement d'une orgueilleuse revendication de son histoire.

---

<sup>61</sup> CTV, p. 98.

<sup>62</sup> Cfr. le livre important E. Aga Rossi - V. Zaslavsky, *Togliatti e Stalin. Il Pci e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca*, Bologna, Il Mulino, 1997 (nouvelle édition : 2007) ; sur la « svolta di Salerno », pp. 57-87.

<sup>63</sup> *Ivi*, p. 13. Cfr. aussi le chapitre « I finanziamenti sovietici alle forze politiche italiane » in V. Zaslavsky, *Lo stalinismo e la sinistra italiana. Dal mito dell'URSS alla fine del comunismo 1945-1991*, Milano, Mondadori, 2004, pp. 121-150. Entre 1955 et 1957 la proportion des financements directs par rapport aux communistes français était passée du double à presque trois fois ; et il faut noter que à ce temps là, même les socialistes italiens recevaient de la part de Moscou des sommes importantes.

<sup>64</sup> *Ivi*, p. 142.

De toute son histoire. « La diversité du Pci » devenue avec Berlinguer affirmation d'une supériorité morale par rapport à la corruption déferlante, « était en réalité la continuité de son histoire »<sup>65</sup>.

Galli della Loggia s'applique à une sorte de déconstruction du mythe, aujourd'hui encore très tenace, de Berlinguer. Pendant sa direction du parti, les financements de Moscou ne s'arrêtèrent pas et furent sollicités ; et encore à la veille de sa mort, en 1984 dans une de ses dernières interviews télévisées, il indiquait comme personnalité politique étrangère digne de son estime, ... le hongrois Kadar, certes à sa manière 'réformiste' mais aussi l'homme de Moscou en 1956.

La survivance du Parti communiste parmi les débris de la dernière République, sous la bannière de la 'question morale' associée au très vif souvenir de Berlinguer, était due en effet à la providentielle amnistie votée par le Parlement en 1989, par laquelle étaient effacées les conséquences pénales des infractions à la loi sur les financements des partis. Les enquêtes judiciaires dites de *Tangentopoli* (le 'pays des pot-de-vin') allaient donc concerner exclusivement la période 1989-1993 avec, de plus, un haut degré d'alea dû aux initiatives des différents parquets. Et celles-ci épargnèrent le Pci. Lequel sous de noms changés (après le Pds, les Démocrates de Gauche) pourrait encore pour un certain nombre d'années jouer un rôle autonome sur la scène politique italienne, dans l'héritage (librement interprété) de son histoire.<sup>66</sup>

Mais au delà des contingences, au fond de cette permanence de prestige de la tradition communiste en Italie, en dépit de la disparition du nom du parti, il y avait l'absence - à tous les moments de l'histoire intellectuelle du pays - d'une

---

<sup>65</sup> CTV, p. 242.

<sup>66</sup> CTV, p. 258. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de l'histoire politique italienne au XXe siècle que cinq ans après la chute du mur de Berlin, à la veille des législatives de 1994, il paraissait vraisemblable que le successeur de Togliatti se lèverait du bureau qui avait été celui de Togliatti rue Botteghe Oscure, pour aller s'asseoir à celui de De Gasperi, à la présidence du Conseil.

réelle prise de conscience de la réalité internationale du communisme. « Pour incroyable que cela puisse paraître, en Italie on ne lit pas Soljenitsyne [...] » écrit après coup Galli della Loggia. « En France, pour se référer au pays où s'est produit l'exact opposé [...] les livres de Soljenitsyne ont annihilé les gauchistes »<sup>67</sup>. Le sens commun de l'opinion, dicté par les intellectuels italiens d'envergure, privait en effet l'anticommunisme « de toute raison qui n'était pas ignoble »<sup>68</sup> comme l'étaient les nostalgies fascistes ou les intérêts de classe, plus ou moins inavouables.

Pour Galli della Loggia, le fait d'avoir placé comme fondement de la République l'antifascisme au lieu de la démocratie, nécessairement et par essence anti-totalitaire (mais le totalitarisme, on l'a vu, n'a jamais été un des enjeux majeurs dans le débat public en Italie) ne relève pas seulement d'une querelle d'historiographie. C'est l'élément structurant de toute l'histoire intellectuelle et politique italienne au XXe siècle. « La souterraine continuité entre fascisme et communisme qui est au cœur, comme on sait, du livre de François Furet de 1995, immédiatement traduit en italien »<sup>69</sup> n'est pas pensable en Italie. En Italie, pas de de Gaulle, pas de Soljenitsyne, pas de Furet.

C'est sur ce point que Galli della Loggia fait le plus ressortir sa veine polémique. Y-a-t-il là quelque exagération ou outrance? On le lui a beaucoup reproché. Mais il semble difficile de nier qu'une orientation à gauche presque naturelle des intellectuels ait été une constante de l'histoire républicaine. Et que le bénéficiaire majeur de cette orientation ait été - de Togliatti à Berlinguer - le parti qui avait su marier, d'une façon

---

<sup>67</sup> *Intervista sulla destra*, cit., p.132.

<sup>68</sup> *CTV*, p.245.

<sup>69</sup> G. Belardelli, *Il lungo viaggio attraverso il fascismo*, in *Miti e storia dell'Italia unita*, cit. Furet, du reste, soulignait la contribution 'italienne' à l'élaboration de ses thèses : « Mon analyse, dans les pages qui suivent, doit beaucoup au plus grand historien actuel du fascisme italien, Renzo De Felice [...] » (*Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 204).

originale, gramscisme, internationalisme et enfin - à partir de 68 - esprit de la modernité culturelle. Même au moment où son hégémonie sur l'ensemble du front 'progressiste' est devenue la cible d'une mise en question inédite à sa gauche. Dans la seconde partie des années soixante-dix en effet, les mouvements contestataires et d'agitation sociale, en particulier de la jeunesse dans les écoles et les universités, semblait, au moins en partie, avoir échappé au contrôle du Parti communiste. En Italie, comme ailleurs, une nouvelle gauche avait fait surface<sup>70</sup>. Et cependant ce conflit qui semblait nouveau se déroulait toujours dans le cadre de l'hégémonie marxiste, inspiratrice en Italie de plusieurs générations d'intellectuels. Même dans ses manifestations les plus extrêmes et le plus violentes : la mentalité terroriste « ayant (ou croyant avoir) le marxisme dans le sang, en avait absorbé la présomption théorique en même temps que les scrupules de sophistes »<sup>71</sup>.

Nouvel avatar de l'ambition de nier le passé obscur du pays par les instruments de la politique et sous la conduite de minorités non seulement convaincues de leur moralité supérieure mais encore de leur mission historique.

On peut se demander s'il ne s'agit pas d'un diagnostic excessivement pessimiste. **Il est toutefois difficile de nier qu'un** excès d'esprit iconoclaste envers le passé a en Italie souvent tourné à l'auto-dénigrement, au point de ne pas reconnaître « les très considérables aboutissements de la seconde moitié du siècle qui non seulement n'ont jamais été assumés par

---

<sup>70</sup> En février 1977 le leader syndical Luciano Lama fut violemment empêché de parler dans l'enceinte de l'Université de Rome et le mois suivant le centre de Bologne, ville symbole des communistes italiens, fut dévasté par une révolte à laquelle mirent fin des véhicules blindés. Pour un tableau d'ensemble, cfr. : *L'Italie des années de plomb*, sous la direction de M. Lazar et M.-A. Matard-Bonucci, Paris, Autrement, 2010.

<sup>71</sup> Jugement que l'on peut appliquer à celui qui dans le monde, parmi les italiens vivants, est peut-être le plus cité et le plus étudié des intellectuels-écrivains politiques : Toni Negri, par excellence l'un des *cattivi maestri* de la génération des années de plomb. Voir les pages de Galli della Loggia qui expliquent bien les racines de ce phénomène (cfr. pp. 161-70 ; cit. du texte à p. 162).



l'opinion publique du pays et par la multitude des intellectuels comme raison d'orgueil national», mais plutôt décrits comme fragiles, incohérents voire négateurs des plus profondes nécessités du pays<sup>72</sup>.

Les difficultés italiennes (qui se traduisent aussi ces dernières années par une perte grave de compétitivité économique à l'échelle européenne et par l'état de crise évidente de quelques-unes des institutions essentielles à la vie du pays, à partir de l'école)<sup>73</sup>, plongent donc leurs racines - en suivant Galli della Loggia - dans les équivoques de l'acte de naissance de la République.

Pendant longtemps on a vécu sur une étonnante contradiction : l'idéologie *officielle* de la République avait été, depuis l'origine et jusqu'à la fin de la 'première République', l'antifascisme ; celle *non-officielle* du système politique, au contraire, était devenue, elle aussi depuis le tout début, l'anticommunisme. À cela correspondait une terminologie politique - toute italienne - reflet d'un constant, et double processus de légitimation/dé légitimation : d'un côté l'*arc constitutionnel* inclusif de tous les partis antifascistes (qui mettait hors du jeu politique le seul Msi, le parti néo-fasciste), de l'autre la *conventio ad excludendum* qui sanctionnait l'impossibilité pour le Pci d'accéder directement au gouvernement. La journée électorale du 18 avril 1948 avait représenté le moment apical - et fondateur (jusqu'à la crise de 1992) de cette contradiction.

C'est dans cette espèce de schizophrénie politique que le pays a si longtemps vécu, au prix d'un malaise institutionnel de plus en plus manifeste.

Il vaut donc la peine de prêter attention à cet effort pour penser le premier demi-siècle de l'histoire républicaine de l'Italie. Galli della Loggia est un historien et un écrivain qui aime la

---

<sup>72</sup> Cfr. *L'identità italiana*, cit., p. 160.

<sup>73</sup> C'est une bataille intellectuelle et journalistique qu'il a engagé à ce sujet depuis plusieurs années. Voir le volume récent *L'aula vuota. Come l'Italia ha distrutto la sua scuola*, Venezia, Marsilio, 2019.

provocation intellectuelle. Critique des intellectuels italiens, il a grandi à leur école. Il le sait et il le dit. Et cela paraît particulièrement manifeste, au fil des années et des décennies dans sa contribution à initiatives éditoriales diverses, revues et pages culturelles des quotidiens<sup>74</sup>.

Galli della Loggia est partie prenante d'une génération qui, peut-être pour la première fois en Italie, découvrait la politique comme passion collective. D'une certaine manière il a continué à vivre avec les mythes intellectuels de sa jeunesse - mais de façon critique, jusqu'à se poser à un certain moment l'objectif de leur renversement.

---

<sup>74</sup> Avec un très bref passage à *Repubblica*, significatif par sa brièveté - quelques semaines en 1989 - et interrompu par un départ volontaire, déploré par le fondateur/directeur Eugenio Scalfari (cfr. *CTV*, p. 268). Entre 1995 et 1998 Galli della Loggia a été co-fondateur et co-directeur de la revue mensuelle *Liberal*, initiative de soutien culturel à une souhaitée (et jamais réalisée) coalition politique de centre, en alternative tant au bloc berlusconien qu'à la coalition de gauche comprenant des post-communistes). Galli della Loggia fera remonter cette sensibilité centriste à l'expérience de la revue *Pagina* dont il fut co-directeur au début des années Quatre-vingt (cfr. *ivi*, p. 266-7). Quelques années auparavant il avait collaboré à la revue *Mondoperaio*, liée au parti socialiste mais très autonome dans ses orientations intellectuelles, où commençaient à s'exprimer des voix de gauche non communiste, voire dans certains cas, comme ceux de Lucio Colletti et du slaviste Vittorio Strada, plus ou moins ouvertement anti-communiste.